

# Réclamation collective

Décision du Conseil de l'Europe  
Campagne inter-associative

1

# La décision du Conseil de l'Europe

# Acteurs

Partenaires français



UNION NATIONALE DE FAMILLES ET AMIS DE PERSONNES  
MALADES ET/OU HANDICAPÉES PSYCHIQUES



Partenaires européens



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE



# Mémoire déposé en 2018 // les éléments dénoncés

**Les personnes en situation de handicap sont privées, faute de propositions de l'Etat français :**

- D'accès à des accompagnements
- D'accès à des aides personnelles
- D'accès au logement
- D'accès aux soins

**Ce défaut de propositions de l'Etat français laisse leurs familles privées :**

- De protection sociale

**La politique du handicap est construite sans mesurer, qualifier et quantifier les besoins des personnes en situation de handicap**

## CONCLUSION

Par ces motifs, le Comité conclut :

- à l'unanimité qu'il y a violation de l'article 15§3 de la Charte ;
- à l'unanimité qu'il y a violation de l'article 15§1 de la Charte ;
- à l'unanimité qu'il y a violation de l'article 11§1 de la Charte ;
- à l'unanimité qu'il y a violation de l'article 16 de la Charte.



Aoife NOLAN  
Rapporteur



Karin LUKAS  
Présidente



Henrik KRISTENSEN  
Secrétaire exécutif adjoint

## Décision 2023 // Comité des droits sociaux du Conseil de l'Europe

- **Une portée essentiellement politique** : l'Etat français est tenu se mettre en conformité avec la Charte des droits sociaux
- **L'absence de force obligatoire** : pas de sanction en cas de manquement
- **Un suivi de la mise en conformité par le Conseil des Ministres** du Conseil de l'Europe



Les recommandations émises doivent être prises en compte par l'Etat français et traduites sans délai en politiques publiques cohérentes, coordonnées, chiffrées



# Accès à des accompagnements

---

---

## Ce que dit le Comité

Les personnes en situation de handicap ont droit à des accompagnements individualisés

= le droit de choisir un accompagnement de proximité et de qualité, adapté à leurs besoins et attentes

---

Les autorités françaises n'ont pas mis en place de solutions pour toutes les personnes qui sont sans solution d'accompagnement (tous les âges sont concernés)



# Ressources & compensation

---

---

**Ce que dit  
le Comité**

Les personnes en situation de handicap et leurs familles vivent une injustice socio-économique, leur niveau de vie est inférieur en moyenne à celui du reste de la population

---

Les prestations de compensation liées au handicap sont insuffisantes pour couvrir toutes les dépenses finançant des accompagnements adaptés et de qualité

---



# Accessibilité

---

---

## Ce que dit le Comité

Bien que le principe d'accessibilité soit prévu dans les lois depuis 1975 et 2005, les autorités n'ont adopté depuis aucune mesure efficace pour rendre accessible :

Les bâtiments

---

Les installations

---

Les transports publics

---

Les logements

---



# Education

---

---

## Ce que dit le Comité

Derrière les chiffres du gouvernement sur l'inclusion des élèves en situation de handicap à l'école ordinaire se cachent de nombreux élèves « mal » scolarisés voire pas scolarisés du tout

---

Le droit à une éducation inclusive

c'est le droit pour chaque enfant, quel que soit son handicap, à participer à l'école

---

et à l'école, de l'accepter en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, ainsi que de ses capacités et besoins éducatifs

---



Santé

---

---

**Ce que dit  
le Comité**

**Il dénonce la discrimination dont sont victimes les personnes en situation de handicap dans l'accès au soin**

---

**Il constate que les structures d'urgence et hospitalières demeurent largement inaccessibles, et que les personnels soignants sont insuffisamment formés aux handicaps**

---

**Cela rend le système de santé inapte à prendre en charge les besoins des personnes en situation de handicap dans de bonnes conditions**

---



# Protection sociale des familles

---

---

**Ce que  
dit le  
Comité**

**Les causes du manque  
de protection des  
familles :**

**La pénurie de service  
de soutien**

---

**Le manque  
d'accessibilité des  
bâtiments et  
installations ainsi que  
des transports publics**

---

**Les conséquences de ces carences institutionnelles :**  
**Déséquilibre les familles psychologiquement, socialement,  
économiquement, physiquement**  
**A un impact sur leurs activités professionnelles**

---

# Constats généraux

- Le Comité des droits sociaux reconnaît les manquements de l'Etat français à mettre en place dans des délais raisonnables les réponses aux besoins urgents des personnes en situation de handicap et de leurs proches dans 7 domaines :



- Les recommandations émises doivent être prises en compte et traduites sans délai en politiques publiques cohérentes, coordonnées, chiffrées, tel que le requiert la procédure de mise en conformité de l'Etat français avec ses engagements issus de la Charte européenne des droits sociaux



# Que retenir ?

1

Une approche fondée sur **les droits des personnes** en situation de handicap

**Citoyenneté – autonomie – intégration sociale – participation à la vie de la communauté**

Quel que soit le handicap, sa nature, son origine, indépendamment de l'âge

2

L'affirmation **des manquements de l'Etat français** à mettre en place dans des délais raisonnables

les réponses aux besoins urgents des personnes en situation de handicap et de leurs proches

**Accompagnement – santé – éducation – ressources – logement – transports – citoyenneté**

3

**La continuité de ces manquements** et l'échec de l'Etat français à garantir à ces personnes et à leurs familles une protection efficace contre la discrimination

**A l'école – au sein des parcours de santé – dans l'accès au logement – dans le quotidien citoyen**

# 2

## La campagne inter-associative





- Frapper fort médiatiquement en diffusant largement la campagne par l'intermédiaire des réseaux sociaux des partenaires de tout ordre
- 



- Multiplier les sources et canaux de diffusion de la campagne pour gagner en audience pour...



- Peser sur les pouvoirs publics pour faire appliquer les droits des personnes en situation de handicap et de leurs aidants



- Document d'analyse de la décision et éléments de plaidoyer



- 9 visuels de campagne et 6 demandes thématiques



- Courrier type à adresser aux parlementaires



- Guide d'utilisation des visuels de campagne



- Dossier presse avec communiqués de presse (français ; anglais ; FALC)





- **Visuels et cartes postales** (à imprimer par chaque association)



- **Campagne digitale**



- **Campagne médias**



- **Campagne décideurs publics**





## #PasSiDouceFrance

LA FRANCE, CE PAYS CONNU POUR SA BEAUTÉ, POUR SON PROGRÈS, SES RÉVOLTES BIEN MENÉES. CE MÊME PAYS N'AVANCE TOUT DE MÊME PAS ASSEZ VITE POUR LES DROITS DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP. ALORS POURQUOI NE PAS INTERPELLER LES DÉCISIONNAIRES EN PARLANT AU NOM DE TOUT UN PAYS ?



## #PasSiDouceFrance

INTERPELLER LES DÉCISIONNAIRES INDIRECTEMENT EN FAISANT UNE FAUSSE CAMPAGNE DE TOURISME POUR LA FRANCE. POUR CRÉER LA SURPRISE AVEC UN MESSAGE QUI DENONCE SES MANQUEMENTS AU SUJET DU HANDICAP.









**DOUCE  
FRANCE, PAYS  
DES LUMIÈRES...**

**Qui laisse les personnes  
en situation de handicap  
dans l'ombre**

**#PasSiDouceFrance**



**DOUCE  
FRANCE, PAYS  
DES LUMIÈRES...**

**Qui laisse les personnes  
en situation de handicap  
dans l'ombre**

**#PasSiDouceFrance**



**DOUCE  
FRANCE, PAYS  
DES LUMIÈRES...**

**Qui laisse les personnes  
en situation de handicap  
dans l'ombre**

**#PasSiDouceFrance**

**19 % des personnes  
en situation de handicap  
vivent sous le seuil  
de pauvreté contre  
13 % de la population  
générale.\***

\*Source : étude DREES 2021

**Aujourd'hui,  
les allocations,  
pensions et prestations  
de handicap sont encore  
trop insuffisantes.**

**Alors à quand  
une France plus  
juste pour tous ?**

**#PasSiDouceFrance**







**DOUCE FRANCE,  
PAYS DE LA  
PROTECTION  
SOCIALE...**

**Sauf pour 12 millions  
de français en situation  
de handicap et leurs familles**

**#PasSiDouceFrance**

The image shows a man in a blue cap and shorts holding a large green and blue striped beach umbrella. In the foreground, a woman and a child are sitting on lounge chairs, looking towards the man. The background features a blue sky with clouds and distant mountains. In the top right corner, there is a circular stamp with three stars and a French flag.



**DOUCE FRANCE,  
PAYS DE LA  
PROTECTION  
SOCIALE...**

**Sauf pour 12 millions  
de français en situation  
de handicap et leurs familles**

**#PasSiDouceFrance**

This version of the image is identical to the one on the left, showing a man holding a beach umbrella for a family on a hillside. It includes the same text and the circular stamp with stars and the French flag in the top right corner.

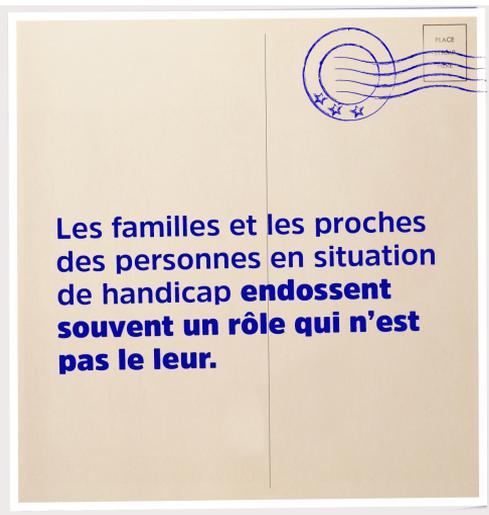




**DOUCE FRANCE,  
PAYS DE LA  
PROTECTION  
SOCIALE...**

**Sauf pour 12 millions  
de français en situation  
de handicap et leurs familles**

**#PasSiDouceFrance**



**Les familles et les proches  
des personnes en situation  
de handicap **endossent  
souvent un rôle qui n'est  
pas le leur.****



**Si la solidarité familiale  
existe, **elle ne doit pas  
remplacer la solidarité  
nationale.****



**Alors à quand  
**une France digne  
pour tous ?****

**#PasSiDouceFrance**







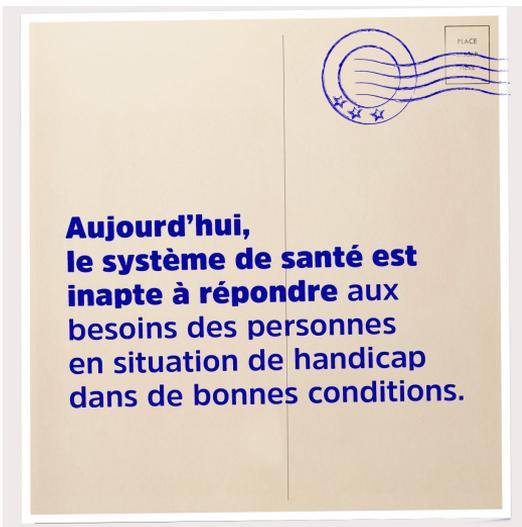
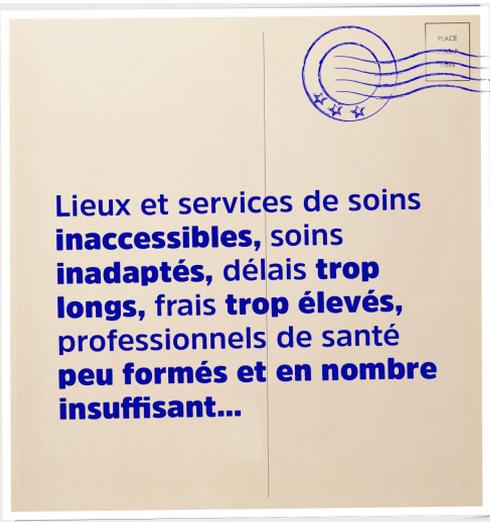
Les obstacles rencontrés  
par les enfants en situation  
de handicap commencent  
**par l'absence d'accès aux  
services petite enfance...**

Plus tard, faute de moyens  
pédagogiques et humains  
suffisants, d'écoles  
accessibles, **ils sont exclus  
de l'éducation.**

Alors à quand  
**une France  
plus inclusive ?**

**#PasSiDouceFrance**







**DOUCE FRANCE,  
PAYS DE LA  
GASTRONOMIE...**

**Qui laisse un goût amer  
aux personnes en  
situation de handicap**

**#PasSiDouceFrance**



**DOUCE FRANCE,  
PAYS DE LA  
GASTRONOMIE...**

**Qui laisse un goût amer  
aux personnes en  
situation de handicap**

**#PasSiDouceFrance**











## Supports imprimés non fournis

Fichiers disponibles sur  
demande à imprimer  
par chaque  
association





Le Conseil de l'Europe vient  
de dénoncer **le non-respect  
par la France des droits  
des personnes en situation  
de handicap.**



**#PasSiDouceFrance**

inclusion  
europe



ASSOCIATION  
DES ACCIDENTÉS  
DE LA VIE



## B / La campagne digitale en bref

### Guide d'utilisation



- La campagne digitale se compose de publications sur Twitter, Facebook, LinkedIn et Instagram
- Le guide inclut pour chaque publication : la thématique du post, le hashtag, les tags, la structure du post

- Les têtes de réseau lancent la campagne lundi 17 avril au matin parallèle de la conférence de presse en ligne
- Le kit vous est envoyé lundi 17 avril après-midi afin de relayer la campagne et l'amplifier dans les jours et semaines à venir
- Pour toutes questions concernant l'utilisation du kit, adressez-vous à votre tête de réseau ou au Collectif Handicaps (si vous en êtes membre)



# Structure des publications

Accroche

Message

Action

TAG

HASHTAG

1

"Le Conseil de l'Europe dénonce le non-respect...

2

Etiam vitae consequat turpis. Donec vel orci eu risus fermentum.

3

Ensemble mettons fin à ces discriminations !

4

Avec @Unapei  
@apfhandicap @Unafam  
@fnath

5

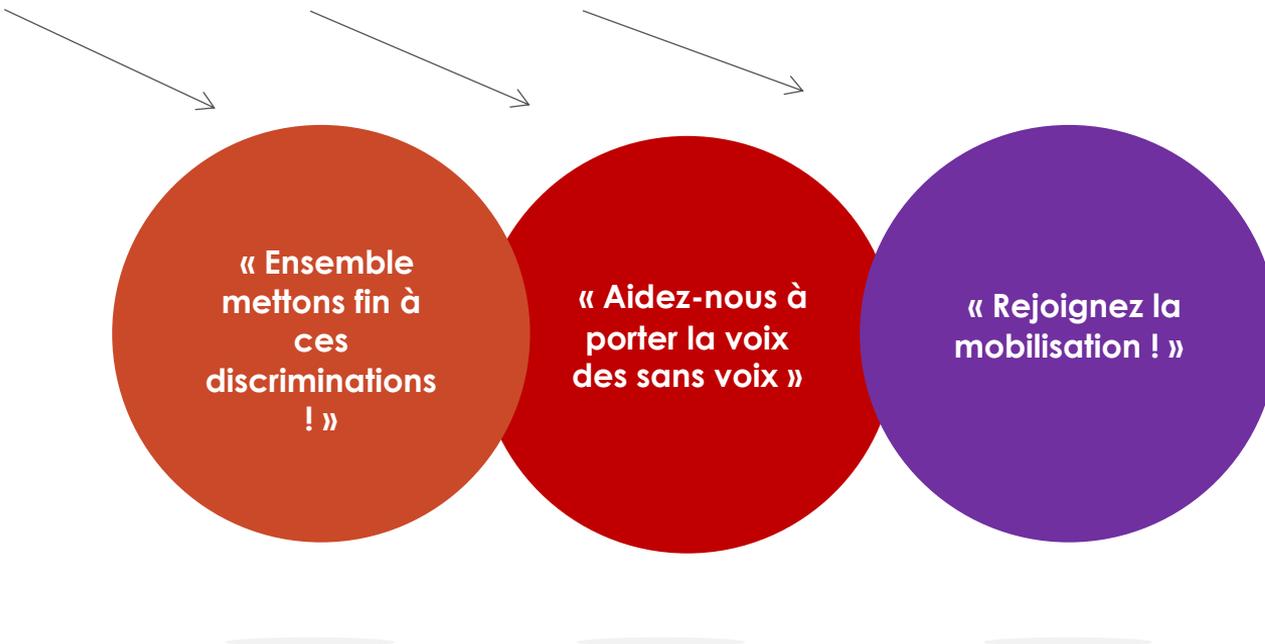
#PasSiDouceFrance

VISUEL





**Engager** le grand public pour qu'il se saisissent des messages et les **partage** massivement sur les réseaux sociaux.



## C / Campagne médias (actions menées)

### Un communiqué de presse sous embargo

jusqu'au 17.04.23

- Pour contacter les journalistes en amont
- Pour répondre aux demandes d'ITW dès aujourd'hui
  - Egalement en anglais et FALC

### Un dossier de presse public

diffusé le 17.04.23

- Pour présenter la campagne ; la décision ; nos demandes ; les témoignages
  - Pour faire perdurer la campagne

### Conférence de presse



- **Date** : Lundi 17 avril 2023 de 10h à 11h30
- **Lieu** : En ligne
- **Porte-paroles** :
  - **Pascale Ribes**, présidente APF France handicap
  - **Sophie Crabette**, Secrétaire générale adjointe FNATH
  - **Roselyne Touroude**, Vice-présidente Unafam
  - **Luc Gateau**, Président Unapei
  - **Magali Lafourcade**, Secrétaire Générale CNCDH



COMMUNIQUE DE PRESSE

Confidentiel et sous embargo jusqu'au dimanche 16 avril à 23H59

Parutions possibles le 17 avril à 0H01

## Le Conseil de l'Europe dénonce la violation des droits des personnes en situation de handicap par l'Etat français

Cette décision fait suite à une réclamation collective déposée en 2018 auprès du Comité des droits sociaux du Conseil de l'Europe par L'Unapei, APF France handicap, l'Unafam, et la FNATH

Paris, le XXXX 2023 – La violation des droits des personnes en situation de handicap et de leurs familles par la France est établie.

Manque d'accompagnement et pénurie de services de soutien, injustices socio-économiques, difficulté d'accès au logement, à la santé, mais aussi refus de scolarisation... La liberté et la dignité des personnes en situation de handicap sont entravées, leurs droits bafoués. C'est aujourd'hui le Conseil de l'Europe qui l'affirme.

Ce constat est l'aboutissement d'une réclamation collective déposée par l'Unapei, APF France handicap, l'Unafam et la FNATH face au non-respect par l'État Français de ses obligations envers les personnes en situation de handicap et leurs familles.

Les associations saluent cette décision, et forment le vœu qu'elle ne demeure pas un énième rapport oublié sur la politique du handicap. Elles soulignent l'impérieuse nécessité de réformer la politique du handicap de notre pays dans sa globalité, et exigent des mesures immédiates. Parce qu'en 2023, les injustices que vivent les personnes en situation de handicap et leurs familles au quotidien sont intolérables.





**PAS SI** **DOUCE FRANCE**

DOSSIER DE PRESSE

2023

**EXCLUSIF : 7 MANQUEMENTS À DÉCOUVRIR EN FAMILLE**

**INCROYABLE, SURPRENANTE...**  
Savourez une France au retard si unique sur le sujet du handicap.



**SANTÉ**  
Mal en point sur le handicap

**ÉDUCATION**  
La France mauvaise élève

**TRANSPORTS**  
France inaccessible

(99) 893336 - FT

**ÉDITION SPÉCIALE : Le Conseil de l'Europe vient de dénoncer le non-respect par la France des droits des personnes en situation de handicap.**



# D/ Campagne décideurs publics

Envoi  
d'un courrier à  
Madame  
Geneviève  
Darrieussecq

Rendez-vous  
avec la CNCDH

Rendez-vous  
avec la DGCS

Courrier aux  
décideurs  
publics

Rendez-vous  
avec la DDD

Rendez-vous  
avec les  
ministères /  
parlementaires

**17 Avril**

**26 Avril**

**Mars**

**28 mars**

**12 Avril**

**25 Avril**

**Post CNH**

Lancement de la  
campagne

Conférence Nationale  
du Handicap





**En 2018, nos quatre associations ont déposé une réclamation collective auprès du Comité des droits sociaux du Conseil de l'Europe**, avec une tierce intervention de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNCDH) et de la Défenseure des Droits.

**Le Conseil de l'Europe vient de donner sa décision et il dénonce la violation des droits des personnes en situation de handicap par l'Etat français** : manque d'accompagnement et pénurie de services de soutien, injustices socio-économiques, difficulté d'accès au logement, à la santé, mais aussi refus de scolarisation...

La liberté et la dignité des personnes en situation de handicap sont entravées, leurs droits bafoués par l'Etat français. C'est aujourd'hui le Conseil de l'Europe qui l'affirme.

**Les associations demandent à l'Etat français que les conclusions de cette décision soient prises en compte et traduites sans délai en politiques publiques cohérentes, coordonnées, chiffrées**, tel que le requiert la procédure de mise en conformité de l'Etat français, avec ses engagements issus de la Charte sociale européenne et de la Convention ONU.

**Lors de la prochaine Conférence Nationale du Handicap du 26 avril 2023, le président de la République doit prendre acte de cette décision et annoncer les mesures qui s'imposent.**

Vous trouverez-ci-joint la décision du Conseil de l'Europe ainsi que notre dossier d'analyse et de mesures à prendre.





Merci d'avance pour votre mobilisation